Carlos Fernández de Cossío met à nu les mensonges sur lesquels repose la loi Helms-Burton

La Havane, 12 avril, (RHC).- La commission des Relations internationales du Parlement cubain a analysé hier le renforcement du blocus économique, commercial et financier que les États-Unis appliquent contre notre pays depuis presque 60 ans. Cette politique hostile est considéré comme le principal obstacle à surmonter pour la pleine normalisation des relations entre Washington et La Havane. Depuis le 17 janvier, l'administration Trump menace de mettre en application le chapitre III de la loi Helms-Burton, dont le caractère extra-territorial est condamné par la communauté internationale. L'activation de ce chapitre, jusqu'à présent suspendu par toutes les administrations nord-américaines depuis l'approbation de la loi, permettrait de poursuivre devant les tribunaux des États-Unis les entreprises faisant usage des propriétés et des biens nationalisés par le gouvernement révolutionnaire dans les années 60.

Carlos Fernández de Cossío, directeur des États-Unis au ministère cubain des Affaires étrangères a mis à nu les mensonges sur lesquels se base cette loi nord-américaine.

«Le premier point est que la loi repose sur deux grands mensonges. L'un que Cuba constitue une menace pour la sécurité nationale des États-Unis et l'autre grand mensonge est que les nationalisations

réalisées par le gouvernement cubain peu après le triomphe de la Révolution étaient illégales. Tous ceux qui ont étudié l'affaire savent bien que ces nationalisations ont été faites conformément à des lois inspirées de la Constitution de 1940.

Ce n'est pas la faute au gouvernement révolutionnaire si les plaignants nord-américains n'ont pas bénéficié de compensations. La loi des nationalisations prévoyait la remise de compensations, les plaignants ou les anciens propriétaires d'autres nationalités en ont bénéficié. Les anciens propriétaires nord-américains n'ont pas bénéficié de compensations parce que le gouvernement des États-Unis a refusé de négocier avec Cuba une compensation réaliste, adéquate et adaptée aux possibilités de l'économie cubaine.

Carlos Fernández de Cossío a dénoncé la détermination de Washington de faire marche arrière dans les relations entre Cuba et les États-Unis.

«Depuis la mi-2018, il est évident que le gouvernement actuel des États-Unis est résolu à provoquer un recul encore plus accusé dans les relations bilatérales et à prendre des mesures hostiles contre Cuba. Au sein du gouvernement des États-Unis il y a un groupe d'individus influents dont quelques-uns avec un cassier judiciaire qui ont un agenda délibérément hostile contre Cuba. Ils ne représentent pas le sentiment majoritaire du peuple nord-américain, même pas le sentiment majoritaire des Cubains qui résident aux États-Unis. Ces individus ont une influence démesurée sur l'administration actuelle et ils ont réussi à convaincre le président et à faire la politique nord-américaine mettre ce cap hostile contre Cuba et l'Amérique Latine. »

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/188267-carlos-fernandez-de-cossio-met-a-nu-les-mensonges-sur-lesquels-repose-la-loi-helms-burton

Radio Habana Cuba